



Semaine du 8 au 14 septembre 2008 n° **227**

Sommaire

- **Salaires, retraites** : 56% des salariés prêts à manifester pour gagner plus
- **Université d'été du Medef** : l'Ugict-CGT interpelle les patrons sur la santé au travail
- **RTT** : un premier résultat qui appelle à poursuivre l'action
- **Airbus** : filialisation au menu du comité de groupe le 9 septembre
- **Pharmacie** : le groupe belge UCB va supprimer 250 emplois en France
- **Privatisation de La Poste** : l'exigence d'un référendum fait son chemin
- **Génération 60** : le déclassement social gagne du terrain
- **Formation** : la VAE peine à se faire une place au soleil
- **Dépenses de santé** : la France, 3^e de l'OCDE
- **Santé, retraite** : fort attachement au caractère public de la protection sociale
- **Intérim** : forte augmentation en 2007
- **Fête de l'Humanité** : l'Ugict-CGT sur le « Forum social »

Édito

Une rentrée sous le signe de l'action

Il y a peu, le président de la République fraîchement bombardé président de l'Union européenne se targuait de gouverner un pays sans grèves. Certes, et pour faire simple, les trains roulent. Mais pour autant, la rentrée sociale ne se fait pas dans le velours. D'abord, parce que les salariés sont partis avec leurs problèmes en vacances et qu'ils ont eu à souffrir plus que jamais d'un pouvoir d'achat en berne. L'insatisfaction sociale, les inquiétudes face au chômage, les indicateurs d'une récession économique, l'absence de politique économique de redressement, l'annonce du maintien et de l'accélération du rythme des réformes, les reculs du service public sont les ferments d'une rentrée sociale pas si sereine qu'il n'y paraît. La souffrance des salariés n'a jamais été aussi grande et il n'est pas exagéré de parler de souffrance sociale. Cette souffrance, dans nos catégories cadres, ingénieurs, techniciens, agents de maîtrise, va s'aiguïser encore avec la possibilité offerte aux patronat de remettre en cause les règles du temps de travail et imposer à tous ou presque le « *forfait jours* ». Elle est attisée par les menaces sur l'emploi avec des annonces de plans d'économies et des délocalisations dans l'industrie. Evidemment, il dépendra



beaucoup des organisations syndicales de démentir les éditorialistes qui pronostiquent une rentrée molle en spéculant sur leur incapacité à s'entendre sur l'essentiel, notamment en raison d'un contexte d'élections prud'homales le 13 décembre. D'ores et déjà, c'est l'unité qui prévaut, avec des appels communs à la SNCF contre le dumping social le 3 septembre dernier, chez les retraités le 16 octobre prochain pour le pouvoir d'achat, à la Poste contre la privatisation le 23 septembre, dans l'Éducation contre la politique budgétaire et les suppressions d'emplois. Par ailleurs, les syndicats français ont décidé de mettre tout en œuvre pour parvenir à des mobilisations d'ampleur, dans tout le pays le 7 octobre, à l'occasion de la Journée Mondiale pour le Travail Décent, organisée par la Confédération Syndicale Internationale (CSI). Ils ont décidé de faire de ce 7 octobre une journée nationale d'action interprofessionnelle sur les revendications sociales de cette rentrée et pour peser positivement afin de changer la mondialisation. A Paris, cette journée sera marquée par un grand rassemblement place du Trocadéro avec la participation des leaders syndicaux mondiaux, européens et français. Comme en attestent les enquêtes d'opinion, le mécontentement est grand, le gouvernement est jugé incapable d'améliorer la situation et de répondre aux attentes, et son empressement à réformer (il faudrait dire : à tout casser) n'est pas du tout plébiscité comme l'affirme le président. L'attente est forte en revanche vis-à-vis des organisations syndicales et comme en atteste le sondage de l'Humanité Dimanche (voir ci-dessous), ils sont disponibles pour agir, particulièrement sur la question des salaires et des retraites.

Salaires, retraites

56 % des salariés prêts à manifester pour gagner plus

Une majorité des salariés français (56 %) se déclare prête à manifester pour obtenir une hausse des salaires et des pensions de retraite, selon un sondage de l'institut CSA publié jeudi dans L'Humanité Dimanche. A la question de savoir s'ils seraient prêts à manifester, 30 % des salariés interrogés répondent « oui certainement », 26 % « oui, probablement », tandis que 26 % disent « non, certainement pas » et 16 % « non, probablement pas ». Les 2 % restants ne se prononcent pas. Sur l'en-



semble des Français (pas seulement les salariés), la proportion de personnes disposées à manifester pour les mêmes motifs est moindre : elle s'élève à 51 %, contre 47 % qui répondent non et 2 % qui ne se prononcent pas. En outre, 53 % des salariés se disent prêts à faire grève « quelques heures », contre 45 % qui y sont défavorables et 2 % qui ne se prononcent pas, et 51 % à se mettre en grève « plusieurs jours », contre 47 % qui y sont opposés et 2 % qui ne se prononcent pas.

Université d'été du MEDEF

L'Ugict-CGT interpelle les patrons sur la santé au travail

Des militants de la CGT des cadres et technicien-nes, du Commissariat à l'Énergie atomique et de Thalès se sont invités aux abords de l'Université d'été du Medef le 28 août pour tenter d'y distribuer un tract afin de rappeler le coût humain et social du « voir en grand » du patronat. Ce thème choisi par le Medef pour sa réunion de rentrée tient en effet du discours de communicant dans un contexte de récession, de baisse du pouvoir d'achat, de remontée du chômage. L'Ugict-CGT souligne en effet que plus d'une quarantaine de suicides sont à déplorer depuis début 2007 chez France Télécom, Renault, Peugeot, BNP Paribas, Société Générale, EDF... « Les entreprises du CAC 40 donnent le ton d'un mode de management qui engendre drames humains et gâchis économiques », accuse Jean-François Bolzinger, secrétaire général adjoint de la CGT des cadres et technicien-nes. « Le travail ne se juge plus qu'à la réalisation des objectifs, au prix d'une pression physique et psychologique croissante, d'une intensification insoutenable du travail. L'alerte que constitue la multiplication des suicides en entreprises est délibérément ignorée ». La CGT des cadres et technicien-nes redoute que la mise en cause des RTT et l'augmentation du forfait pour les cadres ne fassent qu'accentuer ce mal-être au travail. Elle rappelle que les suicides ne sont pas une maladie comportementale, mais le résultat d'un mode d'organisation et de pilotage de l'entreprise construit pour la seule satisfaction des actionnaires. « Tant que le patronat ne considèrera les suicides que comme des dégâts collatéraux de la rentabilité financière, ne touchant que quelques personnes fragiles, rien ne changera. Vouloir résoudre le problème en misant sur un peu de coaching individuel revient à nier les responsabilités des entreprises et à déstabiliser le salarié » ajoute-t-il.



RTT

Un premier résultat qui appelle à poursuivre l'action

Fort de rassemblements de l'été et du succès de la pétition qui a recueilli près de 10 000 signatures essentiellement par internet, l'Ugict-CGT a décidé de poursuivre le pétitionnement sur les lieux de travail. Le Conseil constitutionnel a invalidé l'obligation de renégocier les accords existant. Ce premier résultat de la mobilisation n'annule cependant pas la nocivité



de la loi votée par le parlement qui donne un rapport de force très favorable aux employeurs en cas de dénonciation ou négociation d'accord. La poursuite de l'action est donc pleinement d'actualité tant pour empêcher l'extension des forfaits jours que pour regagner le décompte horaire.

Pharmacie

Le groupe belge UCB va supprimer 250 emplois en France

Le laboratoire pharmaceutique belge UCB a prévu de supprimer 253 postes dans sa filiale française basée à Colombes (Hauts-de-Seine), dans le cadre de son vaste plan de 2 400 réductions de postes au niveau mondial. Ces suppressions de postes touchent prioritairement les visiteurs médicaux et les directeurs régionaux ainsi que les postes administratifs travaillant pour la division des médicaments de médecine générale.



Airbus

Filialisation au menu du comité de groupe le 9 septembre

Le comité de groupe européen d'Airbus, qui réunira mardi à Toulouse direction et syndicats européens, aura un ordre du jour chargé avec notamment la filialisation des usines allemandes et françaises qu'Airbus a renoncé à vendre au printemps. Plus de 8 000 salariés sont concernés par la filialisation en



Allemagne et en France. La direction doit notamment présenter la filiale française, baptisée Newco (new company) regroupant les sites de Méaulte (Somme) et de Saint-Nazaire-Ville (Loire-Atlantique), dont le projet de cession à l'équipementier Latécoère a été rompu en mai.

Privatisation de La Poste

L'exigence d'un référendum fait son chemin

Les fédérations CGT, Sud-PTT, CFDT, FO, CFTC et CGC « ont décidé d'appeler l'ensemble des postières et des postiers à la grève nationale et unitaire avec manifestations le 23 septembre 2008 ». Par

ailleurs, une première réunion rassemblant syndicats CGT, FO et CFTC de La Poste ainsi que de la FSU, d'associations (Attac, DAL, convergence des collectifs de défense des services publics) et de partis politiques (PS, PCF, MRG, Verts, LCR) s'est tenu jeudi dernier. Les participants ont évoqué l'idée de mobiliser pour exiger la tenue d'un référendum sur le projet de privatisation de l'entreprise publique. La CGT qui avait déjà exigé que de telles consultations populaires aient lieu sur EDF et



GDF s'implique donc dans cette idée. L'article 11 de la Constitution permet au président de la République, sur proposition du gouvernement ou du Parlement, de soumettre à référendum

un projet de loi portant « sur des réformes relatives à la politique économique, sociale ou environnementale de la Nation et aux services publics qui y concourent ». Mercredi matin, le secrétaire confédéral de la CGT, Jean-Christophe Le Duigou, s'est déclaré « a priori » favorable à un référendum, jugeant « légitime » que les Français se prononcent sur l'avenir de La Poste.

<http://www.cgt.fr/spip.php?article34881>

Génération 60

Le déclassement social gagne du terrain

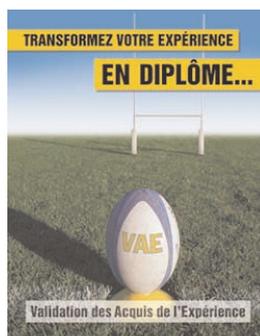
Selon une étude publiée dans la revue *Économie et Statistique* de l'Insee intitulée « Éducation et mobilité sociale : la situation paradoxale des générations nées dans les années 1960 », les Français de la génération 60 parviennent moins souvent que ceux des générations précédentes à s'élever au-dessus de la condition de leurs parents. Cette étude constate un « mouvement global » de la mobilité sociale « de moins en moins positif ». Ainsi, « en 2003, 35 % des 35-39 ans connaissent une mobilité ascendante et 25 % une mobilité descendante. Ces proportions étaient respectivement de 40 % et 18 % vingt ans auparavant ». « L'écart est encore plus réduit pour les femmes puisqu'en 2003, 34 % d'entre elles étaient en situation de mobilité ascendante, contre 28 % en situation de mobilité descendante », précise l'étude. Celle-ci note également que « cette dégradation des perspectives de mobilité sociale est généralisée aux enfants de toutes les origines sociales. Pour les individus issus des classes populaires, les trajectoires ascendantes sont plus rares, et pour ceux nés dans des milieux sociaux plus favorisés, les trajectoires descendantes se multiplient ». L'Insee constate un paradoxe entre l'élévation du niveau global de formation de la population et un « affaiblissement du lien entre diplôme et position sociale ».



Formation

La VAE peine à se faire une place au soleil

Un rapport remis au ministre du Travail, Xavier Bertrand par Eric Besson, secrétaire d'État chargé de la prospective et de l'évaluation des politiques publiques indique que la validation des acquis de l'expérience (VAE), qui permet d'obtenir un diplôme grâce aux compétences acquises « sur le tas », peine à décoller, notamment en raison d'une procédure dissuasive. Six ans après sa création, « force est de constater qu'en termes quantitatifs, la VAE n'a pas encore tenu ses promesses » : depuis sa mise en oeuvre, le dispositif n'a permis de certifier que 77 000 personnes, loin de l'objectif affiché de 60 000 certifications par an, note le rapport. En 2006, environ 200 000 personnes se sont informées sur la VAE, près de 75 000 ont déposé un dossier, 59 000 ont été jugées recevables, 48 000



sont passées devant un jury et seulement 26 000 ont obtenu une certification complète. Le rapport critique notamment la longueur de la procédure. « Il faut en moyenne huit mois entre le dépôt d'un dossier et le passage devant le jury. Pour un candidat sur cinq il faut plus de deux ans et une partie d'entre eux abandonne alors que le dossier est jugé recevable », souligne le rapport qui propose d'« accroître l'aide à la préparation des dossiers », de « réduire les délais d'examen des dossiers » et de « faciliter la constitution des jurys ». Les entreprises portent aussi leur responsabilité dans ce relatif échec. Elles expriment encore

une « certaine défiance » vis-à-vis de ce dispositif, synonyme pour elles de futures exigences de salariés en matière de salaires, de formation ou de mobilité.

Dépenses de santé La France, 3^e de l'OCDE

Les dépenses de santé ont atteint 206,5 milliards d'euros en France en 2007, une année marquée par l'accélération des dépenses en soins et médicaments, la France conservant son troisième rang des pays de l'OCDE, indique une étude de la Drees (statistiques des ministères sociaux). Notre pays a ainsi consacré l'équivalent de 11 % de son PIB à ces dépenses qui n'englobent pas les indemnités journalières. Ce classement confirme aussi que les États-Unis consacrent bien plus que nous aux dépenses de santé (15,3 % du PIB) mais dans le cadre d'un système assurantiel et très inégalitaire. « Aux États-Unis, le rapport au PIB peut avoir de la pertinence, puisque la santé est un marché comme les autres, source de profits, mais en France, les dépenses sont socialisées », explique-t-il. En outre, il y a « une totale discordance entre les montants dépensés et la qualité de la prise en charge », ajoute-t-il. La plus grande part des dépenses en France en 2007 est constituée par la « consommation de soins et de biens médicaux (CSBM) », qui a atteint 163,8 milliards d'euros, indique la Drees.



Santé, retraite

Fort attachement au caractère public de la protection sociale

Selon un baromètre BVA publié jeudi 28 août par la Drees (Direction des statistiques des ministères sociaux), « 81 % des Français interrogés (en 2007) estiment que les systèmes d'assurance maladie ou de retraite doivent rester essentiellement publics ». Contrairement au discours libéral, 63 % des personnes interrogées en 2007 « considèrent comme une mauvaise chose



une mise en concurrence des caisses publiques et des assurances privées dans le système de protection sociale ». Autre élément intéressant, alors que se profile une nouvelle mobilisation unitaire des retraités à la rentrée, 62 % des Français pensent qu'une fois à la retraite, leur niveau de vie sera moins bon que celui de l'ensemble de la population.

Intérim

Forte augmentation en 2007

L'intérim, qui concerne surtout les jeunes, les hommes et les ouvriers, a crû bien plus en 2007 qu'en 2005 et 2006, avec des missions de moins de quatre mois dans l'année pour la grande majorité des personnes concernées, selon une étude du ministère du Travail parue mardi dernier. 3,6 % des salariés étaient intérimaires en 2007, un taux inédit mais qui se rapproche de celui de 2001 (3,5 %). En 2007, l'industrie a concentré près de la moitié du volume du travail temporaire, avec 290 300 équivalents emplois à temps plein (+ 5,8 % comparé à 2006). La proportion d'intérimaires dans ce secteur a augmenté « encore fortement », atteignant 7,5 %. Hormis pour les cadres (- 5,7 %), le volume de travail temporaire a progressé pour les ouvriers qualifiés (+ 7 %) et non qualifiés (+ 6 %), devant les professions intermédiaires (+ 5,6 %) et les employés (+ 3,6 %).



Fête de l'Humanité

L'Ugict-CGT sur le « Forum social »

L'ugict-CGT et son journal seront présents au stand d'Options au « Forum social » les 13 et 14 septembre prochains sur la Fête de l'Humanité.

- Le samedi, à partir de 14 heures, Marie-José Kotlicki, Secrétaire Générale de l'Ugict-CGT participera à un débat sur le thème « Les grands enjeux de l'eau dans le monde » animé par Marc Laimé (journaliste spécialisé) avec la présence d'Antoine Frérot (DG Véolia Eau), Yves Lacoste et Jean-Claude Deutsch.

- Par ailleurs, à l'Espace départemental 92 (Avenue Gabriel Péri). Le dimanche à partir de 11 h 30, Jean-François Bolzinger,



Secrétaire Général Adjoint, participera pour l'Ugict-CGT à un débat sur le thème « Jeunes diplômés et engagement » avec Jean-Baptiste Prévost (Président de l'Unef), Julien Bayou (Génération Précaire), Michel Vakaloulis (sociologue), Marion Pigamo (Secrétaire Nationale du MJS) et Igor Zamichiei (Secrétaire national de l'UEC).

- A noter que tous les militants et amis de l'Ugict-CGT ont rendez vous le samedi 13 entre 18 et 20 heures sur le stand d'Options pour un pot fraternel.